

REGISTRE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Bernard BARRITAULT
Commissaire - Enquêteur

B. Barritaault

Objet de l'enquête : Projet arrêté de schéma de cohérence territoriale de l'ouest des Alpes Maritimes.

Arrêté d'ouverture de l'enquête :

arrêté n° 2020-03 en date du 04 06 2020 de

☐ M. le Maire de : Président du SCOT OUEST

☐ M. le Préfet de : des Alpes maritimes

Président de la commission d'enquête - Commissaire enquêteur :

M	<u>Bernard Barritaault</u>	qualité	<u>Commissaire enquêteur</u>
Membres titulaires :	M	qualité	
	M	qualité	
	M	qualité	
Membres suppléants :	M	qualité	
	M	qualité	
	M	qualité	

Durée de l'enquête : date(s) d'ouverture : du 15 juillet 2020 au 14 août 2020

les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____
les _____ de _____ à _____ et de _____ à _____

Siège de l'enquête : SCOT OUEST 57 avenue Pierre Sémard 06130 Grasse

Autres lieux de consultation du dossier : les 28 communes membres + site Internet

Registre d'enquête :

comportant 20 feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire enquêteur à : 57 avenue Pierre Sémard BP 91015 06131 GRASSE Cedex

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur :

seront tenus à la disposition du public dès leur réception à : au siège du SCOT OUEST 57 avenue Pierre Sémard 06130 GRASSE

aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux et dans chacune des mairies où s'est déroulée l'enquête et à la préfecture de chaque département concerné.

Réception du public par le commissaire enquêteur :

les	<u>15/07 et 14/08/2020</u>	de	<u>9h30</u>	à	<u>12h00</u>	et de	<u>14h00</u>	à	<u>17h00 (siège)</u>
les	<u>22/07 et 05/08/2020</u>	de	<u>9h30</u>	à	<u>12h00</u>	et de	<u>14h00</u>	à	<u>17h00 (CACPL)</u>
les	<u>29/07/2020</u>	de	<u>10h00</u>	à	<u>12h00</u>	et de	<u>14h00</u>	à	<u>16h00 (STABAN)</u>
les		de		à		et de		à	
les		de		à		et de		à	
les		de		à		et de		à	

une réunion publique ☐ a été ☐ n'a pas été organisée par le Commissaire enquêteur.

PREMIÈRE JOURNÉE

Les 15/07/2020 de 9^h00 heures à 12 heures BB

Observations de M^{lle}

16/07/2020 8h30 à 17h30
17/07/2020 de 8h30 à 17h30
20/07/2020 8h30 à 17h30
21/07/2020 8h30 à 17h30
22/07/2020 8h30 à 17h30

Bernard BARRITAULT
Commissaire - Enquêteur
BB

Mercredi 22 juillet 2020

Permanence n°1 Ouverture à 9^h30 BB/amin/ur

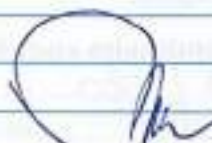
Transmission du courrier postal, daté du 16 juillet,
de Monsieur Daniel le BLAY. (RAR)

À 16^h, Visite de M. Renard d'HAVRESERRE

qui me remet en ^{main} propre un document de 8 pages
(note relative à une déclaration de projet
qui emportera une modification du PLV
du Nandelin et qui porte sur la réalisation
de 400 logements dont 140 sociaux
(quartier Gravelles Nord, Avenue
du Général GATSBY.)

Cette personne me déclare que ce projet bénéficie
de soutien de la mairie de Nandelin.

Bernard BARRITAULT
Commissaire - Enquêteur
BB


M. Renard d'Havreserre

Fin de la Permanence à 17^h BB/amin/ur

24/07/20	8h00	17h00
27/07/20	8h30	17h30
28/07/20	8h30	17h30
29/07/20	8h00	17h30
30/07/20	8h30	17h30
31/07/20	8h30	16h30
03/08/20	8h30	17h00

04/08/2020 8h00 à 17h00
05/08/20 8h30 à 17h30

PERMANENCE n°1

Durée à 9h30

Bernard BARRITAULT

Commissaire - Enquêteur

Signature

10h30 Visite de H. et Mme RASTRELLY

Rendant à l'Ambassade (Canuck).

Du fait de l'augmentation du trafic, le non-respect des règles d'altitude et la pollution sonore et atmosphérique. Il y a en particulier un élargissement des engendres horaires depuis plusieurs mois. font très gênants les avions à réaction et les hélicoptères de la protection civile.

Absolument opposé à l'agrandissement de l'aéroport.

ont relevé que certains plans de vol avaient été remarqués au sortir du confinement.

mais la situation actuelle des approches paraît "désordonnée".

S'exprimant au nom de

M. TALLON

Mme VAN OBERGEM

M. TOMISCO

M. BRUGNIARD

Signature Rastrelly

* horaires d'activité de monuments

Vint à 10^h 50 de M^{re} GROSCLAMBERT, co-présidente
de ADEPTE

Pierre VALET
Marie VALET, co-présidente

Crangemerve

→ ces personnes me remettent plusieurs documents (4)

→ Lettres du Maire de Leymeirède et du Tiflet

→ 1 Document de présentation du Domaine sans
forme de dossier aux Commissaires - Enquêteurs

→ 1 Document d'observations (+ voir le site
à la rubrique bio-diversité - Inventaire faune de
CEN Pica)

~~Ces personnes souhaitent~~

Bernard BARRITAULT
Commissaire - Enquêteur
gag

Il faudrait une inscription au DCO afin d'empêcher
toute projection à l'urbanisation dans les PNU

Assurer la préservation entière et définitive du Domaine,
et permettre son classement en PND, PNEC -
éventuellement.



Vint de M^{re} ACHARD Philippe, représentant le SID
résident du 15 rue des fleuribondas de Camerle Boire
au sujet des nuisances aériennes

M. POUCEY Jacques, Pdt du Conseil syndical
du Domaine de gades
12, rue des fleuribondas à Camerle Boire

Les personnes exposent 2 soucis majeurs :

— les avions des écoles de pilotage des aéroclubs
(~ 15 monomoteurs et 1 ou 3 bimoteurs) peuvent
descendre à une altitude de 500 pieds avec une
tolérance ~ 900 pieds.

L'arrêté du 5 août 2019 a assoupli les conditions
d'altitude et ne prévoit aucune sanction.

Or cette pratique devrait rester très exceptionnelle.
(pour formation et entraînement)

— la piste 04-22 a été remise en service après
avoir été interdite aux hélicoptères pendant de nombreuses
années (au moins 5 ans).

des monomoteurs font des affiches ou décollages
à l'ÉCR en survolant le centre de Camo la Bocca.

(récent sur vol de la Place du Marché à 98 mètres).

Il faudrait se référer à la réglementation relative
au survol des agglomérations qui pose les aéroclubs
au-dessus de 1000 pieds.

Ce qui fait défaut c'est la possibilité de sanctionner.

À des altitudes aussi faibles, le risque est majeur.

Remise en main propre de 5 documents :

— 1 courrier à M. T. Pollet du 29 juillet

— 1 note relative à l'exposition des aéroclubs au
risque accident du 29 juin 2020

— 1 courrier du Pdt de la CACPL au ^{Président d'Etat} ~~Président~~ des Pays
en date du 30 juin 2020

— l'arrêté du 5 août 2019

— 1 carte de la zone aéroport et la Bocca.

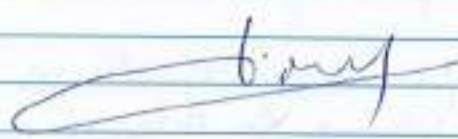

A noter que n'existe aucune restriction visant les

avions basés les plus bruyants (comme Calypso, arrêtés du 11 juin 2013).

En fait, le concept de "silencieux" n'est pas du tout opérationnel ni n'apporte d'amélioration significative.

Le rapport de l'ACNUSA du 15 juillet 2010 recommande uniquement la classe A "Calypso" pour les bords de piste.

La réglementation générale des vols agglomération (10 octobre 1957 modifiée) n'est pas reprise dans l'arrêté du 5 août 2019.

Visite de M. DAUPHIN, représentant l'ADNA - P^{re} G^{re}

L'activité de l'aéroport Cannes-Mandelieu porte sur 3 secteurs :

- Les hélicoptères
- L'aviation légère
- Les jets (aviation privée dite d'affaire)

Cette activité, en croissance constante depuis de nombreuses années est génératrice de nuisances aussi en acoustique (~~pollution~~ Bruit, pollution) et d'un sentiment de dangerosité croissant pour des survols de zones fortement urbanisées.

Le vécu des populations du bassin de vie Cannes-Grasse empire, et le sentiment de ne savoir vers qui se tourner exacerbe la montée de l'inquiétude et de la colère.

Toutes les décisions concernant l'activité aéroportuaire sont du domaine d'action des élus puisque de niveau ministériel dont

Le bras armé est la DGAC, administration puissante et avec un fort degré de cooptation avec les acteurs de l'aéronautique (pilotes, Aéroport).

Les missions de la DGAC ne comportent malheureusement pas de contraintes environnementales et les engagements de l'opérateur aéroportuaire en la matière ne sont que communication, pro-demo.

Les demandes permanentes d'amélioration de l'environnement se heurtent à une inertie de l'opérateur de l'aéroport, dont l'objectif est économique et ne souhaite pas "contrarier" les utilisateurs de l'aéroport.

à une réglementation
aux mains de la DGAC sans contraintes environnementales
à un manque de concertation, y compris en Commission Consultative de l'Environnement qui ne remplit plus ses objectifs

Avec des nuisances en hausse et devenues insupportables, l'exaspération de la population du Bassin de Vie Cannes-Grasse est à son comble et, à part vers les élus pour qu'ils utilisent leur poids politique pour influencer au niveau ministériel, ne savent plus vers qui se tourner.

- Des améliorations tangibles doivent être apportées rapidement faute de voir une levée de boucliers contre cette autorité qui impacte la vie de la population.

La présence (avec quelles limitations?) ou pas de l'aéroport est un élément structurant pour l'avenir de la région Cannes-Ouest.

Une réflexion de fond est à mener sur l'avenir souhaitable pour cette zone, réflexion qui n'est pas du ressort du Scot Ouest mais qui doit être lancée en parallèle.

(Voir Dite séparée remis ce jour)

A-7-4

Document "Dite AONA" remis en main propre ce jour.